

On assiste à une strangulation lente de notre approvisionnement énergétique

Interview du Prof. Damien Ernst de l'ULiège, spécialiste des questions énergétiques. Paru le 15-09-2026 dans le journal 21News

J.Pe : Depuis la reprise des hostilités avec l'Iran le 28 février dernier, vous n'avez cessé d'alerter quant au risque de crise énergétique majeure qui se profilait. Pensez-vous qu'on est déjà dans une crise énergétique de grande ampleur ?

D.E. : Voyons simplement les chiffres ! Le prix du gaz est actuellement de l'ordre de 83 €/MWh sur les marchés. Avant le 28 février, il tournait autour des 30 €/MWh. Pour corser le tout, le client européen paye aujourd'hui son gaz huit fois plus cher qu'aux USA. C'est presque un arrêt de mort pour les industries européennes qui consomment beaucoup de gaz ! Et le problème s'étend aussi aux produits pétroliers. Sur les marchés de gros, le diesel atteint désormais 1.500 €/tonne. Contre 600 €/tonne début janvier. Cela nous amène à un diesel à 2,5 € par litre à la pompe !

J.Pe : Quelles sont selon vous les causes concrètes de cette crise énergétique ?

D.E. : Il faut savoir que cette crise a commencé avec la guerre en Ukraine et la perte en approvisionnement d'une grande partie du gaz russe par gazoduc. À cela s'est ajoutée la perte de notre approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) du Qatar, qui représentait 25 % de la production mondiale de GNL. Là-dessus s'est greffée une crise du diesel due principalement à deux facteurs. Premièrement, les frappes ukrainiennes sur les raffineries russes, qui ont à ce point réduit la production de la Russie qu'elle est passée de pays exportateur de pétrole à pays importateur ! Deuxièmement, on a perdu des volumes considérables de diesel du Moyen-Orient suite à la fermeture partielle du détroit d'Ormuz. Petite précision à ce sujet : il était possible de limiter l'augmentation du prix du pétrole en contournant ce détroit via l'oléoduc est-ouest qui traverse l'Arabie saoudite, et en puisant dans nos réserves stratégiques de pétrole. Mais ce n'est pas faisable avec le diesel. D'abord, parce qu'il n'y a pas de grosses réserves stratégiques de diesel et ensuite, parce que les raffineries, localisées près du détroit d'Ormuz, ne peuvent l'exporter qu'en passant par celui-ci.

J.Pe : Jeudi dernier, il y a également eu des frappes de drones sur cet oléoduc est-ouest. Qu'en pensez-vous ? Est-ce que cela peut avoir un impact sur les prix ?

D.E. : Cet oléoduc acheminait 4 millions de barils par jour depuis l'Est de l'Arabie saoudite jusqu'au port pétrolier de Yanbu, sur la Mer rouge, ce qui permettait de contourner le détroit d'Ormuz. D'après mes informations, il faudra plusieurs semaines pour le réparer. Or, sur une consommation mondiale de 100 millions de barils, 4 millions, c'est déjà énorme, d'autant que les réserves sont déjà basses ! C'est aussi un message très clair envoyé par l'Iran au travers de ses proxys chiites en Iraq qui ont frappé l'oléoduc : votre pétrole passera soit par le détroit d'Ormuz, à nos conditions, soit il ne passera pas !

J.Pe : Vous pensez donc que la situation avec l'Iran peut s'améliorer ?

D.E. : Je suis très régulièrement en contact avec des analystes spécialistes du Moyen-Orient pour discuter de la situation énergétique. Pour moi, tout est parfaitement clair dans la position iranienne. Ils veulent notamment un retrait complet des USA du Moyen-Orient, une levée des sanctions, un changement de la politique israélienne au Liban et des dédommagements de guerre de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de dollars, en plus du contrôle du détroit d'Ormuz. Et tant qu'ils n'auront pas cela, ils vont continuer à mettre la pression sur notre approvisionnement énergétique par une strangulation lente. Ils ne veulent pas d'escalade soudaine de la crise, de peur que l'opinion mondiale — qui voit aujourd'hui les USA comme responsables de cette situation — ne se retourne contre eux. Ils procèdent donc à ce qu'on pourrait appeler une escalade lente.

J.Pe : Que voyez-vous comme solution pour l'Europe ?

D.E. : Je pense que c'est l'Iran qui a les cartes en main, là. Il va sans doute falloir négocier avec eux, un peu comme les Pakistanais l'ont fait pour que l'Iran laisse passer les méthaniers qui les approvisionnent en gaz par le détroit d'Ormuz ; le Pakistan manquait réellement de gaz. Mais la négociation risquera de ne pas être facile pour l'Europe, car l'Iran imposera peut-être des conditions inacceptables pour nous, comme le retrait des Gardiens de la Révolution islamique de la liste européenne des organisations terroristes. Pour rappel, ils ont été mis sur cette liste suite à la répression sanglante des manifestations de janvier 2026 en Iran. À cela s'ajoute le fait qu'il n'est pas impossible que les USA s'opposent à un accord de l'UE avec l'Iran. Du reste, il ne faut pas oublier qu'il y a en fait deux blocus sur le détroit d'Ormuz : l'un étant imposé par les Américains et l'autre, par les Iraniens.

J.Pe : Vous ne présagez donc rien de bon...

D.E. : Non, absolument rien ! Et je savais déjà depuis mars que la situation ne pouvait que se détériorer. Raison pour laquelle j'ai alerté à maintes reprises quant au danger de cette nouvelle phase dans la crise énergétique. Et je pense que l'on n'est même pas au bout de nos surprises. Il y a, par exemple, un risque significatif que des infrastructures liées au gaz naturel soient prochainement attaquées, aggravant encore la crise du gaz.

J.Pe : Lesquelles, par exemple ?

D.E. : Eh bien, on commence à voir des frappes ukrainiennes sur des installations gazières en Sibérie de l'ouest. Cela ne m'étonnerait pas que prochainement, les infrastructures de gaz liquéfié de la péninsule de Yamal soient touchées aussi. Je pense en particulier à l'usine de gaz liquéfié Artic 2 LNG qui exporte environ 250 TWh de gaz par an. C'est plus ou moins 25 % de la production du Qatar avant le conflit avec l'Iran. Soit un volume très conséquent et sa perte risque de pousser le gaz à plus de 100 €/MWh. Mais il y a d'autres infrastructures très à risque. Je pense que l'on n'est vraiment pas au bout des mauvaises surprises.

J.Pe : Y a-t-il des choses à faire ?

D.E. : Oui, certainement ! La première étant sans doute d'arrêter de faire la politique de l'autruche et de se rendre enfin compte de l'immense gravité de la situation sur laquelle j'alerte depuis mars...